



Appel d'offres

Termes de référence

Septembre 2021

EurAc recherche un·e consultant·e pour contribuer à l'analyse de sa stratégie européenne de plaidoyer et de ses cibles.

1. Introduction

1.1. À propos d'EurAc

Créé en 2003, le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc) est le réseau de plaidoyer des ONG européennes travaillant en et sur l'Afrique centrale. **EurAc a pour objectif d'atteindre la paix, la sécurité, la justice et la démocratie pour un développement durable en Afrique centrale, et plus particulièrement au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC) et au Rwanda.**

Le réseau regroupe 34 organisations européennes de 10 pays européens différents (États membres de l'Union européenne - *Allemagne, Belgique, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Espagne, Suède* - ainsi que *Norvège et Suisse*).

EurAc bénéficie d'une expertise solide et polyvalente et de relations de longue date avec les responsables politiques et les décideurs-euses dans les capitales européennes et avec des partenaires clés dans la région des Grands Lacs. EurAc est donc dans une position unique pour jouer un rôle important dans le suivi des relations de l'UE avec la région des Grands Lacs et pour envoyer des messages clairs et basés sur des faits afin de façonner l'agenda de l'UE.

La mission d'EurAc est de mener des actions de plaidoyer auprès de l'UE pour contribuer au développement et à la mise en œuvre, par l'UE et ses États membres, de politiques fortes et cohérentes favorisant la paix, la participation politique inclusive, la gestion durable et équitable des ressources naturelles et le plein respect des droits humains dans la région des Grands Lacs.

Pour atteindre ces objectifs, les organisations membres d'EurAc plaident auprès des États membres de l'UE, des institutions de l'UE et de leurs relations avec les organisations multilatérales - telles que les Nations unies (ONU), l'Union africaine (UA) et les organisations régionales.

EurAc pousse les pays européens à agir d'une seule voix en ce qui concerne la cohérence de leurs relations politiques et économiques avec la région.

1.2. Vision et objectifs

Les organisations membres d'EurAc travaillent ensemble pour encourager les politiques de l'UE et de ses États membres qui favorisent **les droits humains et la participation politique inclusive**, la **gestion équitable et durable des ressources naturelles**, ainsi que **la paix et la sécurité** en Afrique centrale.

Pour ce faire, le réseau a identifié quatre objectifs stratégiques :

- L'UE adopte des politiques, des instruments juridiques et politiques significatifs pour minimiser l'impact environnemental, social et économique négatif de l'exploitation des **ressources naturelles** dans la région des Grands Lacs.
- L'UE soutient les efforts démocratiques, menés par la société civile, des populations de la région des Grands Lacs pour promouvoir **les droits humains et la participation démocratique**.
- L'UE s'engage dans des relations étrangères qui favorisent **la paix et la sécurité** pour les citoyens de la région, et en particulier pour les groupes les plus vulnérables.

- **Les États membres européens agissent d'une seule voix** en ce qui concerne leurs relations politiques et économiques avec la région, qui sont ancrées dans les droits humains et donnent la priorité à la richesse et au bien-être de ses habitants et de l'environnement.

2. Appel d'offres

2.1. Contexte général

En 2019, après presque 20 ans d'existence, EurAc a lancé un processus de réflexion interne avec ses membres afin de remodeler la dynamique interne du réseau et d'améliorer l'efficacité de ses stratégies de plaidoyer auprès de l'Union européenne et de ses États membres. Cette réflexion a été accompagnée par un consultant externe qui a guidé la réflexion du réseau et de ses membres tout au long de l'année 2020. L'exercice a permis de réévaluer le fonctionnement et les structures de gouvernance du réseau.

En parallèle, le précédent plan stratégique (2018-2020) a fait l'objet d'une évaluation externe. Le rapport final de cette évaluation a suggéré une série de recommandations sur la manière dont EurAc pourrait améliorer l'impact de son plaidoyer en adaptant sa stratégie de plaidoyer au contexte politique actuel de la région des Grands Lacs, et en plaçant ses membres au cœur de ses stratégies de plaidoyer envers l'UE et ses États membres.

EurAc est actuellement en train de finaliser la conception de sa nouvelle stratégie globale pour la période 2021 - 2024 et recherche un consultant pour renforcer le volet plaidoyer de celle-ci.

2.2. Objectifs

- ▶ **Aider à analyser les cibles de plaidoyer d'EurAc, y compris les différentes institutions au sein de l'UE et de ses États membres ; analyser leurs interactions et suggérer des moyens efficaces de les influencer en incluant les divers membres d'EurAc.¹**

Cela se fera par trois canaux principaux, qui sont :

1. Meilleure compréhension des différent-e-s décideurs-euses de l'UE (y compris les États membres), de leur mandat, de leurs outils, de leurs mécanismes et de leur pouvoir de mettre en œuvre ou d'influencer les décisions des processus politiques concernant les trois principaux thèmes de travail d'EurAc ;
2. Meilleure compréhension des priorités politiques et stratégiques européennes dans la région des Grands Lacs et de la manière de les aborder. Identifier où se trouve la valeur ajoutée du plaidoyer et où les chances de succès sont possibles ;
3. Décentralisation et une coordination plus efficace du réseau de plaidoyer à travers ses membres et leurs États membres.

¹ Pour plus d'informations sur nos membres : <https://www.eurac-network.org/fr/organisations-membres>

2.3. Délivrables

- ▶ **EurAc doit comprendre la position et les interactions de pouvoir entre les institutions de l'UE, ainsi que la relation entre l'UE/UA (Union africaine) et l'UE/ONU (Nations unies). Pour ce faire, nous souhaitons analyser les 6 niveaux de l'UE et les agences de l'ONU/UA de manière holistique : identifier leurs accords bilatéraux, leurs objectifs, leurs chevauchements, leurs articulations, leurs influences mutuelles ; et identifier les différents « outils » pour influencer chaque institution.**

Le consultant fournira à EurAc une proposition sur la manière de connecter tous les niveaux afin de créer une stratégie d'influence plus complète et cohérente. Cette proposition sera composée de :

2.3.1. Une cartographie des parties prenantes et une analyse du pouvoir

Cette cartographie doit inclure les informations suivantes :

- Une cartographie des décideurs-euses de l'UE lié-e-s à nos 3 thématiques principales (paix et sécurité ; droits humains et participation politique ; ressources naturelles) ;
- Une description claire de la façon dont les organes de l'UE sont liés aux 3 domaines thématiques, quel est leur pouvoir d'intervenir dans - ou d'influencer - le processus décisionnel (= pouvoir + outils).
- Le lien, l'interaction, le pouvoir et la force d'influence entre les différentes parties prenantes :
 - entre les institutions de l'UE ;
 - entre les agences de l'UE et les États membres (par l'intermédiaire de leur capitale et de leur ambassade sur le terrain)
 - entre l'UE et les organes de l'UA + l'UE et les organes de l'ONU.

2.3.2. Une cartographie des priorités thématiques de l'UE pour la région des Grands Lacs²

Cette cartographie doit inclure les informations suivantes :

- Identifier les priorités thématiques et stratégiques de l'UE pour la région (priorités politiques et de financement) - à la lumière des principales thématiques de travail d'EurAc ;
- Identification des processus politiques les plus pertinents au niveau de l'UE et des fenêtres d'opportunités pour le plaidoyer dans les 3 - 5 prochaines années (en ce qui concerne les principaux domaines de travail d'EurAc).
- Analyser où, quand et comment EurAc et ses membres devraient intervenir aux niveaux national, européen et onusien pour pouvoir influencer les politiques et les décisions de l'UE (et éventuellement de l'ONU).

² Burundi/RDC/Rwanda

3. Modalités pratiques

3.1. Chronogramme

13 - 30 septembre 2021 : publication de l'appel à candidature

4 - 8 octobre 2021 : sélection du ou de la candidat-e et échange entre EurAc et la personne sélectionnée pour préciser les termes et conditions.

11 - 30 octobre 2021 : consultation pendant environ 20 jours.

- ▶ **Vers le 20 octobre** : premier échange de vues entre EurAc et le ou la consultant-e.
- ▶ **Fin octobre/début novembre** : Une réunion est organisée entre EurAc et le ou la consultant-e pour présenter les résultats finaux de la consultance.

3 novembre 2021 : remise des résultats finaux écrits

EurAc se réserve le droit d'arrêter le processus de recrutement avant la date limite finale si l'un-e des candidat-e-s convient.

3.2. Lieu et durée de la mission

Pas de lieu spécifique. Les réunions peuvent se tenir en ligne. Environ 3 semaines de recherche + rédaction. Nous prévoyons 3 réunions (en ligne) avec le ou la candidat-e (début/milieu/fin de la mission de conseil).

3.3. Budget

Le ou la candidat-e doit inclure une offre de prix incluant tous les coûts (taxes comprises).

Il s'agit principalement d'un travail de bureau. Les coûts supplémentaires doivent être convenus avant d'entreprendre tout travail non bureautique.

3.4. Critères de sélection

Les critères de sélection sont les suivants :

- L'expertise et l'expérience du ou de la candidat-e par rapport à la mission, en particulier son expérience avec les organisations de défense des intérêts des États membres de l'UE.
- Le budget

3.5. Profil du ou de la consultant-e

Le ou la consultant-e doit être en mesure de justifier :

- D'études de niveau master dans les domaines des sciences sociales, de la politique publique ou tout autre domaine équivalent;
- D'une expérience d'au moins 5 ans en matière de plaidoyer et de politique publique;

- D'une expérience d'au moins 3 ans dans la compréhension des politiques et institutions européennes (de préférence avec des OSC/ONG);
- D'une compréhension avérée des institutions de l'UE, notamment le Parlement européen, la Commission européenne (DG INTPA, DG JUST, DG TRADE, DG GROW...), le SEAE (siège à Bruxelles et délégations de l'UE dans les pays tiers), le Conseil de l'Union européenne (groupe de travail COAFR en particulier) et les interactions avec les États membres;
- D'une excellente communication écrite et orale en anglais ou en français.
- D'une connaissance et expérience de travail dans les domaines de la paix, de la sécurité, des droits humains, de la démocratisation et de la gestion des ressources naturelles.

4. Candidatures

► La candidature doit être envoyée **au plus tard le 30 septembre 18h00 (heure de Bruxelles)** par courrier électronique à l'adresse suivante : clara.debeve@eurac-network.org

Le ou la candidat-e intéressé-e doit soumettre une proposition comprenant une offre technique et financière qui inclut :

- La méthodologie : Décrivez votre approche globale et votre méthodologie,
- Expertise spécifique : Décrivez votre niveau de connaissance et d'expertise sur ce sujet.
- Expérience pertinente : Fournir les détails d'une expérience similaire + CV du consultant
- Calendrier : Inclure un calendrier détaillé des activités clés en accord avec le calendrier général mentionné ci-dessus.
- Proposition de budget et offre financière détaillée

5. Annexe

Les documents utiles seront partagés avec le ou la consultant-e après la signature de l'accord. Ces documents comprennent : la nouvelle stratégie EurAc 2021-2024 (projet), la stratégie 2018-2020 et l'évaluation externe ; les documents de politique et de plaidoyer....